



Une mobilisation historique

On le pressentait depuis plusieurs jours, la mobilisation des salariés, ce 19 janvier 2023, à l'appel d'une intersyndicale inédite depuis longtemps, a rassemblé plus d'un million de manifestants dans les rues (7 000 à Reims) contre une réforme des retraites, injuste, présentée par le gouvernement Borne, le 10 janvier dernier, et rejetée par une majorité de Français.

Dans notre journal L'union/L'Ardennais, la mobilisation a aussi été à la hauteur des enjeux. Participations aux manifestations, débrayages, messages de soutien, les salariés du journal ont répondu présents à l'appel de l'intersyndicale et aux appels à la grève relayés par toutes les confédérations syndicales. Nous les en remercions chaleureusement.

C'est ainsi que la mobilisation courageuse des ouvriers de nuit du centre d'impression de Reims, qui ont voté à une large majorité un débrayage de 24 heures, a entraîné la non parution de nos titres, ce jeudi, comme bien d'autres titres en France (La Croix, Le Monde, Nice Matin, Le Progrès...).

Ils ont notre soutien plein et entier. Nous le savons, alors même que les directions dans notre groupe ouvrent des plans sociaux qui tendent à priver les plus anciens d'entre nous, toutes catégories confondues, de leur emploi et laisser sur le carreau en France et en Belgique des dizaines de salariés en attente d'une retraite digne, la mobilisation de ce 19 janvier ne suffira pas à faire reculer le gouvernement et son seul allié, le patronat.

La réforme des retraites si elle s'applique, en l'état, ne fera qu'aggraver les conséquences désastreuses de ces plans et de l'abandon programmé de notre principale source de revenus et d'emplois : le journal papier.

Face à cette situation, la préoccupation des salariés de L'Union L'Ardennais est légitime et la mobilisation va devoir s'accroître dans les prochains jours et semaines à venir.

A ce titre les ouvriers de nuit du centre d'impression nous ont montré la voie.

De l'huile sur le feu

Nos dirigeants doivent savoir que les salariés sont déterminés et qu'ils n'accepteront jamais, comme cela a été le cas aujourd'hui, dans la communication honteuse de notre direction, de voir un de nos représentants ainsi qu'une partie du personnel stigmatisés et montrés du doigt. Nous n'accepterons jamais non plus les menaces proférées à des salariés, ce jour, par des cadres de la direction telle « Si ça continue tu partiras à la retraite

plus tôt que prévu... »

Nous attendons autre chose de la part de notre direction, qui a déroulé le tapis rouge à Elisabeth Borne et à différents ministres lors de leurs venues dans nos locaux ces derniers mois, que cette attitude méprisante et agressive qui ne vise qu'à mettre de l'huile sur feu dans un contexte social difficile et à monter les salariés les uns contre les autres.

Dans les jours qui viennent nous viendrons à votre rencontre afin de décider des moyens et actions à mettre en place pour amplifier le mouvement et obtenir le retrait de ce projet de réforme toxique.

Reims, le 19 janvier 2023, pour les sections syndicales Filpac-CGT et SNJ-CGT

Vos délégués syndicaux, Christophe Namurois, Pascal Froidefond